



**ARRETE MUNICIPAL N° 2025/46**  
**Portant délégation de signature à Monsieur Bruno CREIGNOU,**  
**Responsable de la régie bâtiments communaux,**

Le Maire,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**Vu** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**Vu** l'article L. 2122-19 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), conférant au Maire le pouvoir de déléguer sous sa responsabilité et sa surveillance, sa signature, au directeur général des services, au directeur général adjoint, au directeur des services techniques et aux responsables de services municipaux,

**Considérant** que Monsieur Bruno CREIGNOU, exerce les fonctions de Responsable de la régie bâtiments communaux,

**ARRÊTE**

**Article 1** : Le Maire donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Monsieur Bruno CREIGNOU pour :

- La signature des documents administratifs et comptables relatifs à l'engagement des dépenses de fonctionnement inscrites au chapitre 011 (dépenses à caractère général) du budget principal de la ville de Landivisiau et de ses budgets annexes pour les crédits relevant des activités de la régie bâtiments jusqu'à 300 € H.T.
- La signature des factures certifiant le service fait en précisant son nom et prénom.

A compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** : Le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au recueil des actes administratifs de la commune de Landivisiau et notifié à l'intéressée.

Ampliation adressée :

- au comptable de la collectivité
- au représentant de l'Etat

**Article 3 :** La présente délégation peut être rapportée à tout moment et sa validation ne saurait, en tout état de cause, dépasser l'expiration du mandat de l'élu l'ayant accordée ou la fin des fonctions du délégataire, celui-ci ne pourra en aucun cas subdéléguer sa signature.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication. Le tribunal administratif peut être saisi via l'application informatique « *Télérecours citoyens* » [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Landivisiau, le 27 février 2025

Laurence CLAISSE



Certifié exécutoire

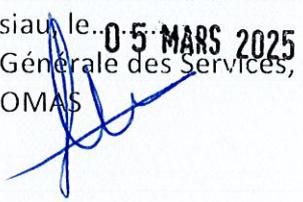
Compte tenu de la transmission

En préfecture, le... **05 MARS 2025**

Et de la publication, le... **05 MARS 2025**

Fait à Landivisiau, le... **05 MARS 2025**

La Directrice Générale des Services,  
Catherine THOMAS



Notifié le... **04/03/2025**

Signature Bruno CREIGNOU

